

*Initiatives ministérielles*

Personne ne doute que l'invasion et l'annexion du Koweït par l'Irak soient radicalement inacceptables. L'unanimité de l'opinion mondiale à cet égard est très remarquable. Je voudrais parler de la valeur de l'unanimité et de la nécessité de juger toute action en fonction de sa contribution à cette unanimité.

J'aimerais tout d'abord revenir à la semaine qui a suivi l'invasion du Koweït, semaine au cours de laquelle je me trouvais à Ottawa, afin de reconstituer les événements et de montrer comment notre critique du gouvernement a évolué. J'aimerais dire au départ qu'à mon avis, le gouvernement ne s'inquiétait pas, comme il aurait pu le faire auparavant, de ce qui se passait en Irak. Ce gouvernement et beaucoup d'autres gouvernements occidentaux ont contribué de nombreuses façons au conflit, tant par leur silence inacceptable face aux actes répréhensibles de l'Irak qui gazait ses propres citoyens, la population kurde notamment, que par l'aide qu'ils apportaient à l'Irak en matière d'armements au cours de sa guerre contre l'Iran. Nous avons également donné en général l'impression à l'Irak, comme malheureusement nous le faisons dans le cas de nombreux autres pays, que nous ne nous inquiétions pas véritablement de ce qu'il faisait, dans la mesure où nous pouvions maintenir des bonnes relations commerciales avec lui.

C'est dans cet esprit que le Nouveau Parti démocratique a demandé au gouvernement du Canada d'imposer des sanctions contre l'Irak, avant même qu'il ne le fasse. Le gouvernement canadien a pris un peu de retard sur d'autres pays lorsqu'il a imposé des sanctions contre l'Irak. Il ne s'agissait pas d'un long retard, mais il reste que le gouvernement canadien n'a pas réagi tout de suite. Nous avons eu l'occasion de demander au ministre d'imposer de telles sanctions dans la matinée et ce n'est que plus tard dans la journée qu'il a réagi et qu'il a en fait imposé ces sanctions.

• (1220)

J'ai eu l'occasion, au début de cette semaine-là, de rencontrer le secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Sans entrer dans les détails de notre entretien, je n'ai pas eu l'impression à ce moment-là que le Canada allait envoyer des navires dans le Golfe avant la fin de la semaine. Ce que je voulais en fait au cours de cette rencontre, c'était fixer les conditions d'une approche bipartite, tripartite ou collective du problème.

Cela a été impossible, en ce sens que l'annonce de la participation militaire du Canada a été faite après une

rencontre entre M. Clark et les ministres des affaires étrangères de l'OTAN en Europe, et non pas après une réunion qu'il avait eue avec les parlementaires canadiens au sujet de la position que le Canada devrait adopter.

Je voulais simplement situer cette annonce dans ce contexte. J'ai pensé qu'il était déplorable, d'un point de vue tactique, que l'annonce du Canada au sujet de l'envoi de navires ait été faite avant que la population canadienne ne connaisse l'issue du sommet arabe qui avait lieu à ce moment-là. À mon avis, si le gouvernement avait voulu ne pas trop faire croire qu'il répondait simplement à une demande des États-Unis, même s'il avait dû attendre une journée de plus, il aurait pu dire qu'il prenait des mesures analogues à celles d'autres pays arabes. Cette impatience a contribué, à mon avis, à donner plus de crédibilité à Saddam Hussein qui voulait faire croire—je ne pense pas qu'il y soit parvenu—qu'il s'agissait d'un genre de complot de l'Occident contre le monde arabe, ce qui, à mon sens, n'est pas vrai.

Il faut juger toutes les décisions qui ont été prises en se demandant si elles ont contribué à ces fausses impressions. En se montrant impatient, le gouvernement a alimenté cette perception et, en ce sens, il mérite d'être critiqué.

J'estime en outre que la décision d'envoyer des navires, qui a été prise après une réunion de l'OTAN, a également renforcé le sentiment que le monde industrialisé de l'Occident n'était pas tant préoccupé par une attaque que par le souci de protéger son mode de vie, qui est tributaire de la consommation de pétrole. Là encore, cette attitude dit tout sur ce qui se passe en Irak et au Koweït, mais a néanmoins renforcé une perception qu'il aurait mieux valu essayer d'atténuer. Cette perception n'était pas complètement fausse, mais elle n'avait pas besoin d'être renforcée.

Le gouvernement a fait preuve de ce que nous avons toujours considéré comme un manque de patience. Il n'a pas laissé aux Nations Unies le temps d'organiser le genre de force multinationale qu'elles auraient pu mettre sur pied sous leur commandement. Je dis «auraient pu», parce que peut-être n'aurait-ce pas été possible.

Nous blâmons le gouvernement d'avoir agi trop vite. Le Canada aurait pu jouer un rôle historique spécial à l'ONU en contribuant à organiser une force des Nations Unies. D'ailleurs, nous n'avions pas besoin d'être sur place dès le lendemain de la rencontre entre le premier ministre et le président. Si le but était d'empêcher l'invasion de l'Arabie saoudite, les forces américaines accom-